

BOURCEFRANC-LE-CHAPUS

# La Libre pensée s'attaque à un exercice de sécurité au lycée de la Mer

Ce jeudi 5 février, le lycée sera le théâtre d'un vaste exercice de sécurité simulant une intrusion armée. Une opération que la Libre pensée 17 dénonce comme une « militarisation de la jeunesse »

Raphael Burgos  
r.burgos@sudouest.fr

C'est une journée hors-norme qui attend les élèves et le personnel du lycée de la Mer et du Littoral à Bourcefranc-le-Chapus ce jeudi 5 février. L'établissement scolaire organise un exercice de confinement et d'évacuation dans le cadre du Plan particulier de mise en sûreté (PPMS). Si la procédure est une obligation légale pour les établissements scolaires, le scénario choisi cette année — une simulation d'intrusion malveillante grandeur nature — fait grincer des dents l'association de défense de la laïcité et de l'action sociale, la Libre pensée 17.

Pour Bruno Garcia, le proviseur du lycée, l'objectif est clair : « Tester le réel. » L'exercice mobilise le PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) de Rochefort pour neutraliser les faux intrus, les pompiers de Bourcefranc-le-Chapus pour prendre en charge les blessés et le personnel de la mairie pour ces situations d'urgences.

L'établissement a poussé le réalisme jusqu'au jeu de rôle. « Des élèves du club théâtre et des personnels se sont portés volontaires

pour jouer les victimes. Ils seront maquillés et auront des pancartes indiquant leurs blessures pour que les pompiers puissent s'entraîner à la prise en charge », détaille le chef d'établissement. Une bande sonore avec des bruits de tirs sera même diffusée pour tester la réaction des élèves : faut-il se barricader ou fuir ? « Pour savoir si on doit fuir, il faut savoir d'où vient le danger », justifie Bruno Garcia.

## Dispenses possibles

C'est précisément cette mise en scène que fustige la Libre pensée 17 dans un communiqué. L'association y voit une dérive inquiétante, accusant l'Éducation nationale d'avoir « privilégié l'aspect guerrier ». Cet exercice serait un « simulacre » traumatisant. « Alors que le ministère annonce qu'il a fait de la santé mentale des élèves sa grande cause, il encourage ces mises en scène anxiogènes », s'indigne l'association, qui pointe du doigt une volonté gouvernementale de « terroriser les jeunes pour les empêcher de se mobiliser ». Selon la Libre pensée, la mission de l'école n'est pas de « préparer nos élèves à mourir ou tuer à la guerre » mais de former des citoyens éclairés.

Interrogé sur ces critiques, le directeur Bruno Garcia rappelle que la



Le lycée de la Mer et du Littoral simulera une intrusion armée, organisée par la gendarmerie, les pompiers et les autorités académiques, ce jeudi 5 février. ARCHIVES XAVIER LÉOTY

gendarmerie intervient ici en tant que force de l'ordre et de secours, tout comme les pompiers. « L'objectif, c'est la sécurité et la prévention. Si un jour un drame arrive, nos élèves seront mieux protégés s'ils savent comment réagir », assure-t-il. Il insiste sur les précautions prises pour éviter tout trauma-

tisme. L'exercice a été annoncé aux parents, et les élèves fragiles ou anxieux ont la possibilité d'être dispensés. « Un psychologue spécialisé sera présent tout au long de l'exercice et le soir même pour prendre en charge d'éventuels chocs émotionnels », précise-t-il, ajoutant que deux gendarmes se-

ront là le matin « pour démystifier » l'action.

Pour le chef d'établissement, cette polémique relève d'une méconnaissance du terrain. « On ne force la main de personne, c'est basé sur le volontariat. Les secours et l'école font de la prévention, cela fait partie de l'éducation », conclut-il.